

## Un nouveau fonds contre le fossé numérique

14.03.2005 18:01 - mise à jour: 18:47



Micheline Calmy-Rey et le président sénégalais Abdoulaye Wade à la cérémonie de lancement du fonds. [swissinfo]

**A Genève, une brochette de chefs d'Etat et de ministres, dont la Suisse Micheline Calmy-Rey, lancent le Fonds mondial pour la solidarité numérique.**

Ce nouveau mécanisme d'aide au développement s'adresse aux plus démunis, dans les pays pauvres comme dans les pays riches.

### **Sur ce sujet:**

[A pas lents vers le Sommet de l'information](#)

«Un mécanisme innovant et un tournant dans les relations internationales.» C'est par ces qualificatifs ambitieux que Christian Ferrazino, ancien maire de la ville du bout du Lac, a présenté le lancement officiel – lundi à Genève – du Fonds mondial pour la solidarité numérique (FMSN).

Devant un parterre de chefs d'Etat tels le président du Nigéria et président de l'Union africaine Olusegun Obasanjo, son collègue du Sénégal Abdoulaye Wade, père fondateur du Fonds, l'Algérien Abdelaziz Bouteflika, de ministres des affaires étrangères - Micheline Calmy-Rey pour la Suisse et Michel Barnier pour la France, le porte-parole du Fonds a expliqué que ce nouvel organisme traduit en actes l'émergence des pouvoirs locaux et de la société civile sur la scène internationale.

Le Fonds, présidé par le Genevois Guy-Olivier Segond, a pour membres fondateurs, outre le Sénégal et Genève, des régions et des villes comme l'Aquitaine, Rhône-Alpes, le Pays basque, Rome, Turin, Lille, Lyon, Paris, Curitiba au Brésil, Saint-Domingue ainsi que la ville suisse de Delémont.

### **L'adhésion des villes**

Et un grand nombre d'autres villes devraient suivre. Selon Christian Ferrazino, l'Association des maires francophones, soit environ 200 municipalités, soutient déjà l'initiative, tout comme «Cités et Gouvernements Locaux Unis», une organisation qui fédère des villes de plus de 100 pays.

«Les gouvernements nationaux décident. Mais ce sont le plus souvent les pouvoirs locaux qui mettent en œuvre ces décisions», souligne l'ancien maire de Genève pour justifier le rôle accru qu'entendent jouer les villes sur le plan international.

Pour autant, les Etats ne sont pas écartés du FMSD. La France, l'Algérie et le Maroc ont d'ailleurs annoncé lundi leur entrée comme membres fondateurs du Fonds en versant chacun environ un demi-million de francs.

### **Un fonds controversé**

Le gouvernement suisse, lui, n'a pas encore décidé s'il allait contribuer ou non au Fonds, selon l'ambassadeur Daniel Stauffacher. Ce qui signifie qu'il n'y a pas encore unanimité en sein du gouvernement sur l'opportunité de soutenir financièrement un tel projet.

Comme l'a souligné le Français Michel Barnier, ce nouveau mécanisme de financement de projets de développement s'inscrit dans le droit fil de la taxe Tobin sur les transactions financière ou du fonds de lutte contre la faim voulu par le président brésilien Lula da Silva. Une perspective qui suscite l'hostilité ou le scepticisme de nombreux gouvernements du Nord et du monde économique.

La question divise également les Etats parties du Sommet mondial de la société de l'Information (SMSI), dont la 2ème phase doit se tenir en novembre à Tunis: faut-il, pour combler le fossé numérique entre riches et pauvres, mieux utiliser les fonds existants d'aide au développement ou créer de nouveaux mécanismes de financement?

«Les deux approches sont nécessaires et complémentaires», répond Micheline Calmy-Rey.

La ministre suisse des Affaires étrangères souligne également l'originalité du Fonds, basé sur un partenariat entre les Etats, les collectivités locales et le secteur privé.

Avant de préciser: «Le Fonds se mobilisera pour des projets communautaires plutôt que sur le financement des infrastructures.»

### **Un projet concret**

De son côté, le père du Fonds, le président du Sénégal salue «une étape décisive» qui permettra de «donner corps et âme au concept de solidarité numérique».

Abdoulaye Wade déplore en effet que les écarts grandissants dans ce secteur: «Dans le seul district de Manhattan , il y a plus de téléphones fixes que dans toute l'Afrique subsaharienne.»

Enfin, dans un message adressé aux participants à la cérémonie, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan manifeste son soutien en soulignant l'importance de cette contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire. Un programme qui vise une réduction de moitié de la pauvreté dans le monde.

swissinfo, Frédéric Burnand à Genève